



Les véhicules se vendent 50% à 100% plus chers qu'en 2014; le paracétamol, toujours, au prix d'un sachet de cacahuètes

Selon Abdelouahed Kerrar, "les prix des médicaments n'ont jamais été un sujet de discussions, entre les opérateurs et les pouvoirs publics".

Le président de l'UNOP, qui a fait cette déclaration en marge du Salon international de la pharmacie et la parapharmacie (SI-PHAL), a ajouté: "C'est devenu un sujet tabou. La revalorisation des prix se base sur les réalités économiques du pays et le jour où on fera un clivage entre le prix du médicament et le remboursement, tout le monde se sentira bien".

Abdelouahed Kerrar a souligné qu'à ses yeux, le développement de l'industrie pharmaceutique, en Algérie, repose sur trois piliers: assoir une industrie forte et performante, fabriquer des produits de qualité et enfin,



Abdelouahed Kerrar

permettre l'accès aux médicaments à toute la population. Il a estimé que ce qui se passe en Algérie est très particulier, du point de vue du marché: "Les réalités économiques, représentées par l'inflation et la dépréciation du dinar, sont complètement occultées et le producteur local se retrouve dans un rapport de force défavorable".

S'appuyant sur les chiffres de l'Office national des statistiques et du ministère des Finances, le président de l'UNOP a indiqué que les pharmaciens d'officine subissaient, "eux aussi, les difficultés que vit le pays".

Il a précisé: "Entre 2012 à 2016, le dinar a perdu 41% de sa valeur contre le dollar et 32% de sa valeur face à l'euro, tandis que l'inflation a augmenté de 23% et le salaire net moyen de 25%".

Et de s'interroger: "Les pharmaciens d'officine et les producteurs phar-

maceutiques vivent et travaillent dans ce pays et ils subissent cette inflation. Comment les pouvoirs publics veulent-ils figer les prix des médicaments, alors que tout ce qui est autour de leur production a augmenté?".

Abdelouahed Kerrar a précisé que les producteurs ne demandaient pas d'augmentation générale des prix des médicaments; mais, plutôt, une revalorisation de ceux de certains produits, s'interrogeant sur le fait que les prix des véhicules montés en Algérie "ont augmenté, entre 2014 et 2017, de 50% à 100%, alors que le prix d'une boîte de paracétamol est toujours à 30 DA, soit le même que celui d'un sachet de cacahuètes".

Le président de l'UNOP a déploré que le Comité de remboursement et le Comité économique ne veuillent "rien entendre, de notre part". Il a estimé que "couvrir 70% des besoins nationaux en médicaments est possible", mais que "cela coûtera un investissement d'un milliard de dollars" ■